



Ministère des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes  
Ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social  
Ministère de la ville, de la jeunesse et des sports

-----

**CONCOURS EXTERNE ET INTERNE POUR LE RECRUTEMENT  
DES CONSEILLERS D'EDUCATION POPULAIRE ET DE JEUNESSE**

**Année 2015**

**Mercredi 4 février 2015**

**13H00 à 17H00 (horaires de métropole)**

**EPREUVE N° 2** : épreuve écrite (spécialité « sciences humaines appliquées »)  
consistant en une analyse de document portant sur un sujet en rapport avec la réalité  
contemporaine (durée : 4 heures ; coefficient 3)

**Sujet :**

A partir des idées principales du document joint et des concepts propres aux sciences humaines appliquées, vous dégagerez une problématique permettant de traiter des frontières sociales et des processus et effets de l'acculturation.

- document joint : « de la ZEP à la prépa, le risque d'être vu comme un traître »  
(Paul Pasquali, 3 pages)

**IMPORTANT : dès la remise du sujet, les candidats sont priés de vérifier la numérotation et le nombre de pages.**

**Total : 4 pages**

# Paul Pasquali : «De la ZEP à la prépa, le risque d'être vu comme un traître»

Véronique SOULÉ 10 octobre 2014 à 17:06 (Mis à jour : 11 octobre 2014 à 22:50)

INTERVIEW

Durant cinq ans, le sociologue Paul Pasquali a suivi des élèves passant des cités aux grandes écoles. Il montre la difficulté à franchir les «frontières sociales» et les limites d'un système censé ouvrir les filières d'élite.

Le jeune sociologue Paul Pasquali - il a 29 ans -, chargé de recherche au CNRS, a suivi pendant cinq ans les élèves d'une prépa réservée à des bacheliers de ZEP (zone d'éducation prioritaire), dans un grand lycée de province. A l'issue de cette classe, ils se sont présentés aux IEP (Instituts d'études politiques) et à une école de commerce. Il les a interrogés sur leurs difficultés à s'adapter, sur leurs espoirs et leurs désillusions. Le résultat est une plongée inédite, humaine, dans le quotidien de ces «passeurs de frontières sociales», et une démonstration des bienfaits, mais aussi des limites de ces dispositifs d'ouverture sociale.

Changer d'univers, cela représente beaucoup de souffrance pour ces jeunes ?

Je parlerais plutôt de confrontation et de mise à l'épreuve. Lorsque l'on franchit des frontières sociales, on se retrouve dans un monde où l'on n'est pas chez soi, alors que les autres, qui y ont toujours vécu, sont déjà chez eux. Mais je ne suis pas dans le discours misérabiliste du malaise personnel, de la déstabilisation complète des repères et du reniement permanent. Le problème n'est pas psychologique, mais lié à des hiérarchies sociales et à des luttes de légitimité. Il peut y avoir une forme de fierté chez ces jeunes - sur le mode «j'ai réussi, je viens de loin, je mérite plus que les autres» -, et aussi une fierté liée au passé familial, avec certains qui revendiquent leur attachement à la ZEP - comme avant nombre d'ouvriers revendiquaient leur attachement à la classe populaire.

Ils font plutôt preuve d'une grande capacité d'adaptation...

Au fur à mesure, ils acquièrent une sorte de sens pratique du déplacement social. Ils trouvent une façon ou bien de cloisonner leurs univers d'origine et d'accueil, ou bien de les faire communiquer. Je vois une forme de potentialité créatrice chez ces jeunes qui tentent de s'acculturer. Beaucoup arrivent à créer des ponts, à faire bénéficier leur famille et leur milieu d'origine de ce qu'ils apprennent, tout en montrant qu'ils n'ont pas changé.

Vous prenez vos distances avec l'idée que le principal problème est l'autocensure ?

C'est un effet, mais pas une cause. Un effet de l'apprentissage du sens des limites, de «l'ajustement de ses prétentions». Les élèves des milieux aisés pratiquent aussi l'autocensure : ils s'interdisent d'aller dans les filières qui ne sont pas jugées nobles - techniques, professionnelles... Mais cette autocensure-là ne fait pas scandale.

On prend l'ambition comme un moteur. Comme s'il suffisait de vouloir pour pouvoir. Du coup, on ne parle pas du fonctionnement interne des jurys des concours [pour entrer dans les écoles, ndr] ou de l'hyperségrégation des établissements scolaires. Ce ne sont pas des facteurs sociaux qui seraient en cause, mais individuels. Cela revient à nier les inégalités de classes, ainsi que l'écart persistant entre la culture scolaire et la culture familiale, entre ce qui est requis implicitement par les filières d'élite et ce qui est effectivement appris à l'école.

Cette logique ne peut déboucher que sur des réformes correctives et éparpillées - il faut s'initier à la musique classique, rattraper les bases de philo... - et qui interviennent en bout de course. Or, cela ne change rien à la logique du système.

Vous parlez d'enseignants engagés dans ces dispositifs qui ne se font pas d'illusions...

Ils ont une sorte de double conscience. Ils y croient, estimant qu'il en va de leur mission. En même temps, comme rien n'est fait pour un changement structurel et que le système repose toujours sur la coupure entre universités et grandes écoles, ils ont conscience d'arriver trop tard, avec le sentiment qu'ils ne pourront en sauver que quelques-uns. On reste dans une logique du sauvetage.

Ces jeunes ne sont-ils pas condamnés à n'être ni d'ici ni de là-bas, écartelés entre les deux mondes ?

C'est vrai les premiers temps, lorsqu'ils arrivent dans un grand lycée avec des classes prépas hyperreconnues ou dans une grande école. Ils ont l'impression de n'être ni d'ici ni de là-bas. Mais comme ils continuent d'étudier, qu'ils sont ouverts à la culture, aiment apprendre et lire, cela atténue ce sentiment de «double absence» [le fait de ne se sentir ni d'ici ni de là-bas], pour reprendre les termes du sociologue Abdelmalek Sayad (1). A plus long terme, on se rend compte que souvent cet entre-deux s'atténue, non par magie, mais parce que ces jeunes ne sont pas des victimes passives et qu'ils tentent de le réduire. Il y a l'effet de l'acculturation : ils apprennent les codes de l'univers d'accueil. Toutefois, pour certains, l'ambivalence va durer, mais une grande majorité trouve ce que j'appelle des arrangements. La double absence se transforme alors en double présence : ils sont d'ici et de là-bas. Cependant, cela ne s'applique pas à tous : quand ils passent ces frontières sociales, certains ont déjà rompu tous les liens avec leur univers d'origine.

Tout cela prend du temps...

Au départ, ils ne parlent plus tout à fait la langue de leur milieu d'origine mais n'ont pas encore vraiment intégré celle de leur univers d'accueil. Mais à force de fréquenter les deux, majoritairement, ils deviennent comme des traducteurs qui peuvent passer d'une langue à l'autre et s'exprimer dans les deux. Eux expliquent les réalités de leur univers d'origine aux personnes qu'ils découvrent, et décrivent à celles avec qui ils ont grandi les réalités de leur univers d'accueil. Mais cela n'est pas sans risques : celui d'être vu comme un traître ou un étranger, ou celui de se marginaliser si l'on met trop en avant sa différence.

Vous évoquez Abdel et son rapport ambigu avec le quartier ?

Abdel entretient un rapport très fort et, pour cela, il est toujours en train de parler avec les gens du quartier. On méconnaît les gratifications qu'il peut y avoir à rester auprès de ses proches, à réussir sans devenir complètement un autre. Certains ont intériorisé l'idée de fidélité à la ZEP. Cela ne veut pas dire qu'ils restent identiques, car ils ne réussiraient pas. Mais ils arrivent à passer d'un univers à l'autre.

Ils ne peuvent donc pas réussir en restant eux-mêmes ?

Ils le peuvent, mais pas en restant exactement comme ils étaient au départ, en étant au plus proche. Je donne l'exemple de Youssef qui ne se résout pas à faire des concessions, à s'adapter au modèle pédagogique de la prépa Sup expe [la prépa expérimentale suivie par le sociologue] et, au final, il lâche tout. Il est enraciné dans la vie de cité, tout le temps en bas des tours. La force de rappel est trop forte.

Il y a aussi des élèves comme Abdel, qui restent attachés à leur cité ou à leur milieu d'origine et qui vont trouver un juste milieu. Ils arrivent à partager leur temps entre différentes personnes d'ici et de là-bas, et à renégocier leur place.

J'évoque aussi Claire, qui intègre un Institut d'études politiques (IEP) de province et qui veut militer pour son milieu à l'intérieur de son nouvel univers. Dans son IEP, elle défend l'intérêt des boursiers avec un grand esprit d'indépendance. A une autre époque, elle aurait milité dans un parti. Elle quitte la cause lorsque ses revendications sont reprises, édulcorées, par l'institution. Elle participe alors au Samu social dans les quartiers populaires. Elle explique qu'elle «veut rester dans le vrai monde».

Dans votre conclusion, vous écrivez que ces dispositifs sont finalement là pour assurer la permanence des frontières. N'est-ce pas désespérant ?

Il faut bien voir qu'il s'agit de dispositifs d'appoint, car tout le reste ne change pas. Dès lors, c'est la réalité qui est désespérante. Il y a un manque d'imagination et d'ambition des élites, car elles n'y ont pas intérêt. Elles sont d'accord pour agir si ça leur apporte quelque chose. Mais si l'on bouscule trop l'accès aux filières

d'élite, cela va déranger beaucoup de familles et faire bouger des équilibres sociaux vieux de plusieurs siècles.

Quel est l'intérêt alors pour ces jeunes de franchir les frontières sociales ?

Ils vont faire des découvertes, s'émanciper, s'élever culturellement et socialement, apprendre à penser par eux-mêmes, à nourrir une pensée critique. Ils sont heureux d'avoir appris toutes ces choses, mais ils découvrent aussi un monde des élites très dur, où la compétition prime, où il existe une forme de mépris à l'égard de ceux qui viennent de loin, géographiquement et socialement. Un univers loin d'être idyllique, fermé, élitiste, content de lui-même, auquel ils ne s'attendaient pas. Ils mesurent le décalage entre ceux qui, comme eux, doivent se changer un tant soit peu pour être comme il faut et ceux qui n'ont qu'à être ce qu'ils sont déjà.

Ce n'est donc pas ainsi que l'on va changer nos élites ?

Mais ces dispositifs ne sont pas faits pour ça ! Le mot d'ouverture sociale a été choisi à dessein. Si l'on avait parlé de démocratisation, cela aurait induit une politique systématique et l'on aurait dû réfléchir aux modes de transmission culturelle, au contenu des concours, à l'enseignement à l'école, à la composition des jurys, à l'existence des prépas privées... Imaginez les conséquences si l'on revoyait les concours et les présupposés arbitraires de ce qu'il est bon de savoir - si l'on remplaçait l'allemand et le latin par l'arabe et le wolof...

Ces dispositifs sont faits pour ouvrir, pour élargir et permettre à quelques-uns de s'intégrer à un système qui perdure. Le but n'est pas de démocratiser les élites ni d'inverser le rapport de force. Il faudrait pour cela une volonté étatique très forte, afin de forcer les élites non seulement à s'ouvrir mais à changer la vision qu'elles ont d'elles-mêmes.

Dessin Yann Legendre

(1) «La Double Absence», Points Essais, 11,80 €, «L'Ecole et les Enfants de l'immigration», Seuil, 19,50 €, publiés en 2014